



la FSU 71

21 janvier 2010 : Déclaration FSU Saône-et-Loire

Face à la politique destructrice du Gouvernement, les personnels organisent la résistance.

FSU, CGT et Solidaires ont appelé les personnels de toutes les Fonctions Publiques à une journée de grèves et de manifestations ce jour jeudi 21 janvier 2010 pour tenter d'inverser la tendance.

Nous n'avons pas encore réussi à convaincre la majorité de la population que la destruction des services publics aura des conséquences désastreuses sur la vie de tous les jours. Tant qu'il n'y aura pas une majorité de gens convaincus, le gouvernement continuera allègrement ses méfaits.

Depuis des mois, les mobilisations se succèdent.

Le pouvoir d'achat des agents publics se détériore.

A Pôle Emploi et dans tous les services ministériels départementaux et régionaux, la fusion des services dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques entraîne des désorganisations ; les missions de service public sont remises en cause, au fur et à mesure de la réduction du nombre d'emplois, sans aucun projet global autre que de faire augmenter le chômage et la précarité.

Comme ça ne suffit pas d'appliquer cette politique dans la Fonction Publique d'Etat, le gouvernement prévoit de détruire aussi les collectivités locales en réduisant leurs moyens et en prévoyant également leur fusion.

Dans les hôpitaux, les personnels sont débordés. L'efficacité du système de santé en France est en net recul alors qu'il était considéré comme l'un des meilleurs.

Dans l'enseignement agricole public, les lycées sont des établissements à taille humaine, qui permettent souvent à des élèves en difficulté dans de grandes structures de pouvoir suivre de bonnes études.

Mais, faute de moyens comme au lycée horticole de Tournus, on refuse des élèves qui sont alors obligés de se tourner vers l'enseignement privé.

Dans l'ensemble des lycées, on supprime des options (si elles ne sont pas obligatoires, elles ne servent peut-être à rien ?), on manque d'infirmières.

Dans l'éducation Nationale, le gouvernement en choisissant de consacrer moins de moyens à l'école, de supprimer aveuglement les postes de fonctionnaires renonce à faire réussir tous les élèves.

Ainsi alors que 5 700 élèves supplémentaires sont attendus dans le 1er degré, le ministère poursuit sa logique de suppression de postes. Et ce, alors même que les effectifs par classe dans notre pays sont déjà largement supérieurs à ceux de la majorité des pays européens. Qui peut croire qu'avec moins d'enseignants, moins d'heures de classe chaque semaine, des programmes

plus lourds, la fragilisation des dispositifs d'aides spécialisées pour les élèves en difficulté, les élèves pourraient mieux réussir à l'école ?

Dans le Second Degré, la loi Fillon de 2005 organise le tri social dans les collèges en réduisant les objectifs de la scolarité obligatoire à un socle commun de connaissances et de compétences rabougri ; elle renvoie le traitement de la difficulté scolaire hors de la classe à travers un hypothétique accompagnement éducatif et elle en fait porter la responsabilité à l'élève et sa famille à travers les Programmes Personnalisés de Réussite Educative. C'est la même logique qui inspire la réforme des lycées à laquelle se sont opposés au Conseil Supérieur de l'Education les syndicats représentant 80 % des personnels ; réduction des horaires disciplinaires, tronc commun en 1ère permettant de bourrer les classes, affaiblissement des enseignements technologiques : cette réforme des lycées prépare évidemment une nouvelle vague de suppression de postes pour la rentrée 2011. Elle prépare aussi en modifiant la gouvernance des établissements une nouvelle étape de la caporalisation des personnels : renforcement du Conseil Pédagogique qui aura à gérer une partie importante des moyens attribués aux lycées, renforcement des pouvoirs des chefs d'établissement dans le Conseil d'Administration. Il s'agit bien, après avoir mis en concurrence les établissements et les élèves, par la suppression de la carte scolaire, de mettre en concurrence les enseignements et les enseignants selon une logique libérale contraire à notre conception des services publics.

Et parallèlement, la réforme de la formation des enseignants va nuire à la qualité de l'enseignement offert à nos élèves.

Toutes ces mesures tournent le dos à une école de la réussite de tous. Elles constituent une remise en cause des valeurs fondatrices de l'école publique. Nous nous sommes mobilisés durant l'année dernière, notamment avec les parents d'élèves, pour exprimer notre désaveu de cette politique. Le ministre reste sourd à nos demandes et impose 16 000 suppressions de postes dans l'Education Nationale au budget 2010 provoquant une nouvelle dégradation des conditions d'études de nos élèves. Pendant ce temps, il encourage l'enseignement privé dont il multiplie par deux les créations de postes et étend les compétences dans le domaine de l'enseignement supérieur

Voilà pourquoi nous sommes en grève aujourd'hui 21 janvier et pourquoi nous serons à Paris le 30 janvier avec la FSU. Nous exigeons notamment :

- un autre budget qui permette de faire face à la hausse des effectifs, qui garantissent des horaires suffisants à toutes les disciplines du Second Degré
- la remise à plat de mesures qui ne favorisent pas réellement la réussite de nos élèves : évaluations dans le primaire, accompagnement éducatif dans les collèges ou personnalisé dans les lycées
- le développement des dispositifs d'aides : RASED dans le primaire, enseignement disciplinaire en petit groupes dans les collèges et lycées,
- une prise en charge des élèves handicapés digne de ce nom.
- la reconnaissance du rôle essentiel de l'école maternelle, une autre réforme du lycée articulant une réflexion sur les pratiques pédagogiques et les contenus enseignés

Nous exigeons respect et dignité pour l'école publique, les élèves et les enseignants !

En conclusion, on peut dire que si c'était la qualité des conditions d'enseignement, la qualité des conditions de soins dans les hôpitaux, la qualité des services publics en général qui guidait nos politiques dans leurs décisions, on ne serait pas en grève aujourd'hui.